



Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire Groupe de travail sur la pêche

Déclaration du CIP en réponse au point 5 de l'ordre du jour du COFI : Lutte contre la pêche illécite, non déclarée et non réglementée (INN)

Chers membres des délégations gouvernementales,
Chers observateurs du COFI,

Mon intervention est au nom du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire. Le CIP représente des millions de pêcheurs à petite échelle et de peuples autochtones des régions côtières et intérieures du monde entier.

La pêche illégale, non réglementée et non déclarée (INN) reste l'une des plus grandes menaces pour les stocks de poissons dont nous dépendons pour notre alimentation et nos moyens de subsistance. Nous exhortons les gouvernements à mettre en place des mécanismes de contrôle et de surveillance pour lutter contre la pêche INN dans les zones exclusives utilisées par les pêcheurs artisanaux, et qui détruit la biodiversité marine dans ces zones. Ces mécanismes devraient toutefois garantir que les pêcheurs artisanaux et les peuples autochtones ne soient pas injustement criminalisés pour avoir pêché dans leurs territoires traditionnels.

En ce qui concerne les négociations de l'OMC sur la suppression des subventions à la pêche en tant que stratégie de lutte contre la pêche INN, nous sommes profondément préoccupés par le fait que ces négociations se sont déroulées sans que les pêcheurs à petite échelle et les peuples autochtones aient la possibilité de participer. L'OMC ne tient pas dûment compte des droits de l'homme et du développement culturel et social. Son programme de libre-échange a facilité la concentration accrues de la propriété des territoires et des ressources naturelles entre les mains de puissantes sociétés. Nous demandons donc aux membres du COFI de ramener les négociations sur les subventions à la pêche au sein du COFI, afin de garantir que la pêche INN soit abordée de manière démocratique et que nous ayons la possibilité de contribuer aux négociations.

Nous demandons également à nos gouvernements de cesser de subventionner l'industrie à grande échelle, et en particulier les sociétés qui possèdent de grands chalutiers industriels pélagiques et démersaux. Ces chalutiers sont non seulement responsables de la majeure partie de la surpêche à l'échelle mondiale, mais ils gaspillent également d'énormes quantités de prises accessoires. Au contraire, nous, les pêcheurs à petite échelle et les peuples indigènes, avons besoin du soutien de nos gouvernements sous la forme de subventions directes et indirectes, afin de renforcer davantage nos chaînes de valeur de la pêche, de garantir nos moyens de subsistance et de fournir des aliments sains et nutritifs aux populations du monde entier.